



ARRÊTÉ 057/2025
Portant réglementation temporaire
du stationnement
ROUTE D'AUNAY

Le Maire de la Commune de Meung-sur-Loire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2213-1 et suivants,

Vu le Code de la Route,

Vu les arrêtés interministériels du 22 octobre 1963 modifiés et du 24 novembre 1967 relatifs à la signalisation routière,

Vu la demande formulée par l'entreprise DA SILVA RAVALEMENT, de Cléry Saint André (45370), pour installer un échafaudage afin d'effectuer des travaux de ravalement, au n° 74 route d'Aunay, à Meung-sur-Loire,

Considérant que les travaux se dérouleront du lundi 17 mars au mardi 15 avril 2025,

Considérant que pour le bon déroulement du chantier, il est nécessaire d'interdire le stationnement des véhicules ainsi que la circulation des piétons au droit du chantier, au n° 74 route d'Aunay, pendant la durée des travaux.

ARRÊTE :

Article 1 : L'entreprise DA SILVA RAVALEMENT, de Cléry Saint André (45370), est autorisée à installer un échafaudage sur 10 mètres linéaires afin d'effectuer des travaux de ravalement, au n° 74 route d'Aunay, à Meung-sur-Loire, du lundi 17 mars au mardi 15 avril 2025.

Article 2 : La circulation des piétons est interdite au droit du chantier, n° 74 route d'Aunay pendant la durée des travaux.

Article 3 : L'empiètement sur la chaussée est autorisé en veillant à ce que la circulation des véhicules ne soit pas entravée.

Article 4 : Le stationnement est interdit au droit du chantier sauf véhicules entreprise.

Article 5 : L'entreprise DA SILVA RAVALEMENT doit fournir et mettre en place la signalisation réglementaire au moins 7 jours avant le début des travaux et devra la déposer dès la fin de ceux-ci. Elle devra prévoir le dévoiement des piétons. L'échafaudage devra être éclairé de jour comme de nuit.

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : *Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de travaux au titre de l'urbanisme.*

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans Cédex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification. Le Tribunal Administratif peut-être saisi par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Article 9 : Le présent arrêté est transmis au Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Meung-sur-Loire/Cléry-Saint-André, au Chef du Centre de Secours de Meung-sur-Loire, au Chef de service de la Police Municipale, au Responsable des Services Techniques Municipaux, chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer son exécution.

Le Premier Adjoint, Matthieu MIGEON

